

MACRON S'ACHARNE CONTRE LES RETRAITÉS

MARDI 9 OCTOBRE - 15H

AU BOULINGRIN - CHAUMONT tous à la manif !

AU BONHEUR DES RICHES (2)

Par **Richard Vaillant** secrétaire du syndicat des retraités de Chaumont

Dans son billet d'humeur du journal L'Humanité, Maurice Ulrich commente le dernier rapport statistique de l'Insee qui indique que le pouvoir d'achat en France est en hausse de 0,7%. Bigre ! Alors, s'interroge l'éditorialiste : « On se raconte des histoires. Combien s'imaginent que le pouvoir d'achat est en baisse. Et la CSG... Et le point d'indice des fonctionnaires... »

Quelques lignes plus loin, ouf, on apprend le fin mot de l'histoire. Cette hausse, nous dit l'Insee, c'est « grâce » aux 350 000 foyers qui ne payent plus l'ISF. La France (des riches) a donc vu son pouvoir d'achat augmenter. Pour les salariés, les retraités et les chômeurs, c'est une autre paire de manches !

Voilà une news que les macronistes, madame Abba en tête, ne vont pas manquer d'utiliser. Il faut dire qu'ils ont une tendance -très lourde- à confondre profits et progrès social.

L'Insee nous rappelle donc ce qu'on ne cesse de rabâcher depuis des années : les riches s'enrichissent dans une France qui dépérit économiquement et socialement. Quant aux conséquences que cette fausse-vraie nouvelle risque d'avoir chez les Français, rassurons-nous. L'enfumage auquel se livre Macron semble ne plus rencontrer beaucoup d'échos. Sondage après sondage, c'est la dégringolade et il a beau gesticuler, pérorer et lancer ses ministres et députés godillots à l'assaut de l'opinion publique, rien n'y fait. Le summum du mépris et de la nullité a été atteint avec le plan pauvreté. Un banquier parlant d'un plan pauvreté... Pas besoin d'épiloguer.

Le 9 octobre, les retraités, dans l'unité ont décidé de faire leur **manifestation**, non pas pour se singulariser ou s'opposer aux actifs, ils sauront être là, comme d'habitude, à l'heure de la manif des salariés. Mais une manif particulière, car les retraités sont, depuis le début, dans le collimateur de Macron qui veut continuer à les rançonner. Les retraités vont donc ensemble crier leur refus d'une telle politique. Le 9 octobre, un rendez-vous à ne pas manquer pour tous les retraités ! **R.V.**

Exp^Osition d'Octobre

La 4ème édition de notre **EXPOSITION D'OCTOBRE** est consacrée à la sculpture.

Six sculpteurs exposeront leurs œuvres à la **MAISON DES CARMÉLITES** 83 RUE VICTOIRE DE LA MARNE à Chaumont les 12, 13 et 14 octobre 2018.

- **Michel Boussard**
- **Jean-Claude Despoulains**
- **Françoise Dinville**
- **Gérard Gravelin**
- **Benjamin Joset**
- **Josette Leucart**

Co-réalisation avec le syndicat CGT des Forges de Courcelles, l'UL CGT de Langres et le magazine des retraités CGT « Vie nouvelle ». Les lecteurs de notre Journal et de Vie nouvelle y sont cordialement invités.

secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

**SAMEDI 13 & DIMANCHE 14
OCTOBRE 2018**
de 10 h à 19 h

VERNISSAGE
VENDREDI 12 OCTOBRE À 18 H 30

Lecornu à Bure : l'esbroufe

Par Jack Formet

C'est accompagné de plusieurs huiles, et tout le tintouin, que M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la « Transition écologique » a posé le pied sur le sol meusien ce jeudi 20 septembre. Un survol, entre Saulx et Ornain, jusqu'aux parcelles de Bure, carrément inutile. Et surtout très coûteux.

En effet, M. Lecornu a effectué ce périple, avec grand tralala, pour annoncer qu'une « grande » consultation sur le projet Cigéo devrait avoir lieu de décembre 2018 à mars 2019. C'est vraiment prendre les citoyens pour des imbéciles. Voici pourquoi.

Tout d'abord, une pétition s'était déjà prononcée contre l'enfouissement des déchets nucléaires : elle avait alors recueilli des milliers et des milliers de voix. Ensuite, les milliards d'euros investis sous les prairies de Bure, **quoiqu'il soit dit demain**, ne sont pas prêts à remonter à la surface. Enfin, tout le monde sait, désormais, que les mots « consultation » et « dialogue » signifient, en macronien : « Cause toujours, le dossier est ficelé ». Mais alors, pour quelle raison le secrétaire d'État a-t-il effectué ce trajet ? C'est très simple.

M. François de Rugy, tout récemment nommé ministre en remplacement de M. Hulot, désormais en vacances, devait, rapidement, marquer son territoire et reprendre la main sur les dossiers « chauds », tellement chauds qu'il décida même de ne pas s'y frotter, sauf à s'y brûler les fesses, et donc à missionner son sous-fifre, quitte à le griller, pour confirmer, en fin de compte, que Bure est, devrait être, sera, serait pour l'éternité cette poubelle redoutable si redoutée.

Que l'on ne vienne pas nous dire que le petit nouveau, aux commandes de la « transition », avait besoin de se rendre sur place pour comprendre l'énoncé du problème puisque cave et grenier de son ministère regorgent des dossiers dont il aurait pu, au moins, extraire le plus récent.

Reconnaissons quand même deux qualités à M. Lecornu : l'obéissance et la célérité. Et reconnaissons à M. de Rugy celles qui lui vont déjà à merveille : péroraison, coups de « com » et, surtout, esbroufe. **J.F.**

PAROLES DE POÈTES

Quelques instants avec Jean Follain
(1903 – 1971)

TERRITOIRES. NRF
Gallimard.

La poésie de Jean Follain semble faite d'images quotidiennes mises bout à bout dans une langue sèche, sans implication du lecteur :



*Un enfant qu'on soulève un peu /
un vin foncé / des feuilles tressées
en couronne / d'éphémères images qu'on se remémore
au crépuscule / à bruyères noires.*

C'est en toute certitude que Follain s'embarque sur ses « Territoires » poétiques. L'épuration de style dont fait preuve chacun des poèmes semble essayer de retrouver toute la simplicité, toute la naïveté de l'enfance où l'on s'émerveillait d'un rien et où l'esprit se laissait aller à divaguer au rêve :

*Des hommes bruns ou blonds / noirs ou rouges /
rappelant les buttes gauloises / à l'écolier fêvreux /
qu'ils tenaient par la main*

Chacun des « Territoires » de Follain est un arrêt sur images (au pluriel) qui s'interpénètrent pour créer ce que Reverdy appelait l'étincelle poétique :

*Dans ces grandes demeures / où parfois du sang noir
séchant / près d'une pièce d'or*

Chez Follain, les images ne semblent pas faites pour être clairement identifiées par le lecteur. Le poète garde le contrôle sur chacun de ses regards, travaille sa langue avec âpreté, avec presque quelque chose de monacal, son esprit aiguisé trouve dans la réalité la plus banale source et écoulement de ses émotions :

*Les livres dont on emplit la chambre / comme des
harpes éoliennes s'émeuvent / quand passe le vent venu
des orangers*

Association de sens, association d'idées, la poésie de Follain procède par étapes pour arriver au contrepoint du dernier vers, qui surprend toujours comme une réalité éclatée.

*Et la guerre au loin tonne / dans cet automne
flamboyant / tuant la maîtresse avec l'amant au bord
d'un vieux rivage*

Avec Follain, on reste sur la jetée, spectateur du ruban de poèmes que le poète coud au fil des pages, puis, on se laisse emporter dans cette langue si âpre de « Territoires » où l'apparente simplicité reflète un pur sens métaphorique, exercice poétique de haut vol. **A.P.**

PRENEZ CONTACT - ADHÉREZ

SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Site du Syndicat <http://cgtretraites-chaumont.fr>

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

Téléphone : 06 79 61 00 78



59% de la dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs !

Un rapport d'Attac (extraits)

Le discours dominant sur la montée de la dette publique fait comme si son origine était évidente : une croissance excessive des dépenses publiques. Mais ce discours ne résiste pas à l'examen des faits. Ce rapport montre que l'augmentation de la dette de l'État - qui représente l'essentiel, soit 79%, de la dette publique - ne peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses puisque leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans.

Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long de ces années l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans.

Si l'État, au lieu de se dépouiller lui-même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.

C'est ensuite parce que les taux d'intérêt ont souvent atteint des niveaux excessifs, notamment dans les années 1990 avec les politiques de « franc fort » pour préparer l'entrée dans l'euro, engendrant un « effet boule de neige » qui pèse encore très lourdement sur la dette actuelle.

Si l'État, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards €) à son niveau actuel.

L'impact combiné de l'effet boule de neige et des cadeaux fiscaux sur la dette publique est majeur : 53% du PIB (soit 1 077 milliards €). Si l'État n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, le ratio dette publique sur PIB aurait été en 2012 de 43% au lieu de 90 %.

Au total, 59% de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêts excessifs.

....
Il apparaît clairement que la dette publique a été provoquée par des politiques

économiques largement favorables aux intérêts des créanciers et des riches, alors que les sacrifices demandés aujourd'hui pour la réduire pèsent pour l'essentiel sur les salariés, les retraités et les usagers des services publics. Cela pose la question de sa légitimité.

Le rapport se conclut par une série de propositions destinées à alléger le fardeau de la dette (près de 50 milliards d'euros d'intérêts par an et plus de 100 milliards de remboursements) pour rompre avec le cercle vicieux des politiques d'austérité et financer les investissements publics dont l'urgence sociale et écologique n'est plus à démontrer.

Lire le rapport complet : <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/que-faire-de-la-dette-un-audit-de-la-dette-publique-de-la-france>

RICHARD BOHRINGER

« Le président Macron, comme m'a dit un chauffeur de taxi récemment, c'est un banquier, pas une personne comme nous. C'est vrai. Il y a un côté carnassier. Mon beau-père de 95 ans, on va encore lui taper dans sa retraite ? Il y a assez de blé en France, laissons pénards les anciens, non ? »



ET, ANIMAL EXPLORA... EXPLOSA !

Par Marie-Rose Patelli

Adieu les 1600 lits, les 250 000 visiteurs, les 400 emplois ... 18 ans et 10 millions d'euros plus tard le projet Animal Explora qui n'a pas encore vu le jour est "démodé" ! Heureusement qu'il n'a pas été réalisé, si tout se démode si vite, car aujourd'hui, notre parc serait un champ de ruines et 36 millions d'euros auraient été jetés par la fenêtre! les différents travaux l'ont déjà bien plus endommagés que les pauvres daims, accusés de le dévaster, ne l'on fait en des dizaines d'années : trou du futur centre aquatique creusé à la dynamite, enfouissement des réseaux : eau, assainissement, fibre optique... Vive l'écologie et la protection de la nature, bien vu pour un lieu qui se voulait "l'entrée du parc national", grande réserve naturelle mise sous cloche et intouchable! Et puis un seul investisseur intéressé et il demande au Conseil départemental de revoir sa copie !

Va-t-on encore faire de nouvelles études aux frais du contribuable, le tout pour "rentabiliser" les 10 millions d'euros gaspillés, pour faire plaisir au seul et unique investisseur déclaré (!)
On marche sur la tête !



Ont participé à la rédaction de ce numéro du Journal du Retraité CGT de Chaumont :

Jack Formet, Marie-Rose Patelli, Pascal Pruvost, Adriana Vaillant, Richard Vaillant. Merci à Coco (et à l'Humanité) pour le dessin de la semaine

BUDGET 2019 : UNE IMPOSTURE !

VOUS AVEZ DIT POGNON DE DINGUE ?!

Le projet de budget dévoilé lors du conseil des ministres du 18 septembre 2018 tient les tristes promesses du Premier ministre lors de son interview au Journal du dimanche il y a quelques semaines. C'est la même **IMPOSTURE**, intellectuelle qui est à l'œuvre : on prétend faire « le choix du travail » alors que c'est précisément le monde du travail qui fait les frais du prochain budget. Quelle injustice, alors même que l'augmentation faramineuse du déficit de l'État est en premier lieu due à la transformation du CICE en baisses de cotisations.

IMPOSTURE, encore, quand on prétend réaliser 6 milliards d'euros de baisses d'impôts alors qu'en fait la suppression des cotisations sociales au titre notamment des assurances chômage et maladie et l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires sont un hold-up sur les salariés auxquels on ampute, de fait, une partie du salaire brut et socialisé, avec toutes les conséquences que l'on connaît sur la sécurité sociale et son financement. On donne d'une main ce que l'on reprend de l'autre en un savant tour de passe-passe

IMPOSTURE, toujours, quand on met en avant l'augmentation du minimum vieillesse alors que, dans

le même temps, les retraités subissent de plein fouet la hausse de la CSG à taux plein et la désindexation des pensions.

IMPOSTURE, enfin, quand on prétend mieux servir les usagers alors même que les coupes dans les effectifs mettent le service public à l'os et font courir les plus grands risques à la qualité et à l'égal accès aux services publics de santé, d'éducation, du travail, de l'écologie, des finances, etc.

Pour la CGT, le modèle social est garant de l'égalité entre citoyens quel que soit le lieu où ils vivent et travaillent. Le désengagement de l'État, la baisse des dotations aux collectivités locales, entre autres dispositions iniques, ne font qu'accroître les inégalités entre les territoires et mettent à mal le modèle républicain.

La CGT dénonce ce budget au service, une nouvelle fois, des plus aisés. Elle dénonce le « pognon de dingue » distribué sans vergogne aux entreprises (rappelons encore une fois que les aides aux entreprises représentent plus de 200 milliards d'euros) sans que jamais ne soit prouvée l'efficacité réelle sur l'emploi... Bien au contraire !

Communiqué de la CGT (Extraits)
Montreuil, le 25 septembre 2018

● INFOS...

NUCLÉAIRE, LA FIN D'UN MYTHE

Documentaire sur la chaîne LCP a voir en replay

D'ici à 2028, 34 des 58 réacteurs vont fêter leur quarantième anniversaire, âge limite d'exploitation fixé lors de la construction du parc. EDF surendetté n'a pas les moyens de remplacer ces réacteurs en fin de



vie. Ce film raconte comment la France, par choix politique, s'est rendue totalement dépendante du nucléaire jusqu'à se mettre dans une dangereuse impasse.

1,27 MILLIARD POUR LES 0,01% LES PLUS RICHES : LE GROS CADEAU DE MACRON ENFIN CHIFFRÉ !

La récente [note](#) de la Fondation Jean Jaurès avait, croyait-on, fini d'enfoncer le clou. Elle dénonçait un coût de "4,5 milliards d'euros par an au budget de l'État" mais surtout le fait que "ces mesures profitent principalement à moins de 400 000 ménages parmi les plus riches". "Il s'agit de la baisse d'impôt par contribuable la plus forte jamais réalisée en France", pouvait-on lire. Mais depuis les recherches de Thomas Piketty et de ceux qui on repris le flambeau comme Gabriel Zucman, aujourd'hui professeur à Berkeley - on sait qu'il est nécessaire de sortir une loupe pour regarder comment cela se passe précisément au sein même de cette population des 1%.

Les plus riches des plus riches y sont vernis. C'est ce que permet la dernière publication du Laboratoire sur les inégalités mondiales Si le document s'attache d'abord et avant tout à identifier comment les inégalités de revenus sont atténuées par les prélèvements sociaux fiscaux au cours du temps, et réalise une comparaison entre la France et les Etats Unis, il permet également de calculer le montant du cadeau d'Emmanuel Macron à ceux qui occupent les avant-postes des premiers de cordée. En effet, les chercheurs ont établi qu'au terme des réformes principalement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et de l'impôt sur les revenus mobiliers, les 0,01% les plus riches ont vu leurs contributions totales passer de 52% en 2016 à 46,6% en 2018. **1,27 milliard pour les 0,01% les plus riches : le gros cadeau de MACRON enfin chiffré !**

LE DESSIN DE LA SEMAINE



Selon le dernier baromètre mensuel de l'Ifop pour Le Journal du dimanche, seulement **29% des Français se disent satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron**, soit une baisse de cinq points par rapport au mois précédent.